

Rentrée scolaire 2022: parents et enseignants exigent des moyens

Paris, 11 févr. 2022 (AFP) -

Suppressions de classes, effectifs plus élevés, abandon du travail en demi-groupe... Depuis plusieurs jours, parents d'élèves et enseignants du secondaire se mobilisent pour réclamer de meilleures dotations en heures d'enseignement, et donc en postes de professeurs, pour leurs établissements à la rentrée prochaine.

A Perpignan, Grenoble, Aubusson, Colombes ou encore Gennevilliers, l'arrivée des dotations horaires globales (DHG), ces heures de cours attribuées à chaque établissement, suscite des réactions.

La FSU signale une cinquantaine d'établissements en grève ou en manifestation pour obtenir des moyens supplémentaires.

"On nous retire des moyens pour la rentrée prochaine, avec des suppressions d'emplois qui font mal", regrette Sophie Vénétay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire.

Selon elle, "la baisse des dotations horaires, ça signifie que sur le terrain, on va avoir des suppressions de classes, des effectifs plus élevés par classe, l'abandon du travail en demi-groupe alors que les élèves ont plus que jamais besoin d'être encadrés après deux années de crise sanitaire, qui a engendré des retards pour certains".

Interpellé mardi à l'Assemblée nationale, le ministre Jean-Michel Blanquer a affirmé qu'"il n'y a jamais eu autant d'augmentation budgétaire pour l'Education nationale que sous ce quinquennat, beaucoup plus que dans le quinquennat précédent et encore plus que dans le quinquennat d'avant".

Le ministère s'appuie sur les données démographiques (-6.000 élèves dans le second degré) pour expliquer la suppression de plus de 400 postes d'enseignants l'année prochaine en collège-lycée. Le secondaire connaîtra parallèlement la création de 300 postes de conseillers principaux d'éducation, 50 postes d'infirmiers et assistants sociaux et 60 postes d'inspecteurs.

Pourtant, à Gennevilliers en banlieue parisienne, "pour la quatrième année consécutive, le collège Guy Môquet, REP+, est très sévèrement touché et perd des heures: 32 à la rentrée 2022, 20 en 2021, 33 en 2020, 11 en 2019.

Un total de 95 heures de cours par semaine a donc été supprimé alors que les effectifs n'ont cessé d'augmenter", déplore Guillaume Auzou, professeur d'EPS dans cet établissement.

- "Abandon et mépris" -

Cet enseignant pointe aussi le "besoin de stabilité après deux années scolaires ponctuées par la crise sanitaire". "Il aurait fallu faire totalement l'inverse car nos élèves, après deux années de scolarité sous Covid, auraient eu plutôt besoin d'avoir des classes moins chargées et plus d'heures en demi-groupes", préconise-t-il.

A Colombes près de Paris, les représentants des parents du collège Marguerite Duras sont également mobilisés. "Nous aurions des classes à 27 et 28 élèves pour tous les niveaux dès la rentrée 2022. Cela signifierait tout simplement la fin de la politique d'éducation prioritaire sur un collège défavorisé de notre territoire. La dotation de moyens supplémentaires nous permettait d'avoir des classes à 22 élèves mais aussi des dédoublements dans certaines matières", rappellent les parents d'élèves de la FCPE dans un courrier adressé au maire de la ville.

Ils mettent en avant "le niveau des élèves, particulièrement bas, suite aux divers confinements liés au Covid".

La FCPE assure dans un communiqué que "de Dunkerque à Montfort-sur-Risle, de Saint-Pierre-lès-Elbeuf à Figeac, la colère gronde chez les parents". En cause, selon elle, "une DHG 2022 en dessous de toutes les attentes et besoins des élèves".

Pour le député LFI François Ruffin, "en un mandat de Macron", dans la Somme - son département -, "c'est l'équivalent d'un collège qui a disparu. En France, ce sont 175 collèges - près de 8.000 enseignants".

Mardi à l'Assemblée nationale, la députée PCF des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon a interpellé Jean-Michel Blanquer sur cette baisse des dotations "vécue comme abandon et mépris supplémentaire, a fortiori après deux ans de crise". "Ces moyens en plus pour ceux qui ont moins, ce n'est pas un privilège ni un caprice, ils sont déterminants pour l'avenir de nos enfants", a-t-elle lancé.

asm/slb/bfa/mm





PAYS :France
SURFACE :95 %
PERIODICITE :Quotidien



► 11 février 2022 - Edition Fil Gen

Afp le 11 févr. 22 à 08 00.

